

**COÛTS DE DISTRIBUTION ET
SERVICES À LA CLIENTÈLE**

TABLE DES MATIÈRES

1	CONTEXTE	5
2	ÉVOLUTION DES COÛTS DE DISTRIBUTION ET SERVICES À LA CLIENTÈLE	6
2.1	PRINCIPALES VARIATIONS.....	7
2.1.1	<i>Charges d'exploitation</i>	<i>7</i>
2.1.2	<i>Autres charges.....</i>	<i>8</i>
2.1.3	<i>Coût du capital.....</i>	<i>9</i>
2.2	COMPARAISON DES DONNÉES 2006 AUTORISÉES AUX DONNÉES DE L'ANNÉE DE BASE	9
3	ANALYSE DE L'ÉVOLUTION D'ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES	10
3.1	COÛT CONSTATÉ AU TITRE DE PRESTATION CONSTITUÉ (COÛT DE RETRAITE)	10
3.2	ACTIVITÉS EN COURS DE RÉALISATION	11
3.2.1	<i>Stabilisation post Système d'Information Clientèle (SIC)</i>	<i>11</i>
3.2.2	<i>Automatisation du réseau</i>	<i>12</i>
3.2.3	<i>Alimentation des clients de la région de Schefferville</i>	<i>12</i>
3.2.4	<i>HydroSolution</i>	<i>13</i>
3.3	PERFORMANCE DU RÉSEAU	13
3.3.1	<i>Contrôle de la végétation.....</i>	<i>14</i>
3.3.2	<i>Maintenance du réseau</i>	<i>17</i>
	3.3.2.1 <i>Maintenance corrective.....</i>	18
	3.3.2.2 <i>Maintenance préventive.....</i>	18
3.4	AUTRES ACTIVITÉS DU DISTRIBUTEUR.....	20
3.4.1	<i>Campagne de prévention Grand public sur la sécurité</i>	<i>20</i>
3.4.2	<i>Provisions – aléas d'exploitation.....</i>	<i>21</i>

1 CONTEXTE

1 Le contexte opérationnel du Distributeur a fortement évolué au cours des
2 dernières années, marqué entre autres, par les éléments de croissance suivants
3 sur la période 2001 à 2007 :

- 4 • Le nombre d'abonnements est passé de 3 557 290 en 2001 à 3 842 870
5 en 2007, représentant une croissance annuelle moyenne de 1,3 %.
- 6 • Le nombre de raccordements annuels a presque doublé entre 2001 et
7 2004, passant de 28 744 à 56 605. Bien qu'ayant amorcé une
8 décroissance en 2005 (50 902 raccordements), ce nombre restera élevé
9 en 2006 et 2007, avec des prévisions de croissance de 47 550 et 42 800
10 raccordements respectivement.
- 11 • Le nombre de kilomètres de réseau passe de 105 352 en 2001 à 109 872
12 en 2007 soit une croissance de 4 520 kilomètres.
- 13 • Le volume des ventes normalisées a atteint un taux de croissance annuel
14 moyen de près de 2,1 %.

15 Beaucoup plus importante que prévue, cette croissance des activités du
16 Distributeur, combinée au gel des charges des activités courantes depuis 2003,
17 aux nouveaux programmes offerts à la clientèle dans le cadre du PGEÉ ainsi
18 qu'aux grands projets amorcés dans les dernières années et ayant comme
19 objectif de moderniser les façons de faire du Distributeur (SIC, automatisation du
20 réseau), exercent une pression à la hausse sur les coûts de distribution et
21 services à la clientèle.

22 Il s'ensuit que les activités de maintenance ont été limitées durant cette période à
23 un niveau tout juste suffisant pour préserver le niveau de service à court terme.
24 Dans ce contexte, le Distributeur se doit, dès 2007, d'initier des travaux de

1 maintenance et de maîtrise de la végétation additionnels en vue d'assurer la
2 continuité de service à long terme, la sécurité des employés et du public, ainsi
3 que le maintien des conditions d'exploitation. Il en va de même pour les
4 investissements en maintien des actifs du réseau tels que présentés à la pièce
5 HQD-14, Document 1. À ces ajustements structurels qui seront amorcés en
6 2007, s'ajoutent plusieurs éléments ponctuels, hors du contrôle du Distributeur,
7 dont l'évolution est défavorable sur les perspectives financières (ex. coût de
8 retraite, paramètres financiers, prix des combustibles). Bien que certains gains
9 d'efficience contribuent à limiter la croissance normale des coûts des activités
10 courantes du Distributeur à 2 % sur la période 2005 - 2007, ils ne peuvent
11 également pallier à l'ajout d'éléments structurels et ponctuels aussi importants.

12 L'année 2007 est donc une année charnière où d'importantes décisions doivent
13 être prises en vue d'éviter une détérioration de la qualité de service et ainsi
14 assumer pleinement les responsabilités en matière de qualité et de fiabilité du
15 service à ses clients qui incombent au Distributeur

2 ÉVOLUTION DES COÛTS DE DISTRIBUTION ET SERVICES À LA CLIENTÈLE

16 Les coûts de distribution et services à la clientèle se détaillent comme suit :

	COÛTS DE DISTRIBUTION & SERVICES À LA CLIENTÈLE		
	(en millions de dollars)		
	<i>Exercices terminés le 31 décembre</i>		
	Année historique	Année de base	Année témoin
	2005	2006	2007
Charges d'exploitation	1 086,5	1 162,6	1 235,8
Charges brutes directes	1 000,9	1 086,9	1 149,4
<i>Masse salariale</i>	<i>698,0</i>	<i>763,4</i>	<i>784,2</i>
<i>Autres charges directes</i>	<i>302,9</i>	<i>323,5</i>	<i>365,2</i>
Charges de services partagés	374,3	380,2	391,0
Coûts capitalisés	-322,8	-341,7	-344,1
Frais corporatifs	34,1	37,2	39,5
Autres charges	648,9	719,9	770,6
Achats de combustible	55,3	66,0	69,1
Amortissement et déclassement	489,0	557,5	603,3
Taxes	104,6	96,4	98,2
Coût du capital	635,0	699,6	754,3
Capitaux empruntés	412,9	453,4	485,0
Capitaux propres	222,1	246,2	269,3
COÛTS DE DISTRIBUTION & SERVICES À LA CLIENTÈLE	2 370,4	2 582,1	2 760,7

1

2 Depuis 2005, les coûts de distribution et services à la clientèle ont augmenté de
3 390,3 M\$, soit une croissance annuelle moyenne de 7,9 %.

2.1 Principales variations

2.1.1 Charges d'exploitation

4 Les charges d'exploitation ont progressé de 149,3 M\$, passant de 1 086,5 M\$ en
5 2005 à 1 235,8 M\$ en 2007 soit une croissance annuelle moyenne de 6,6 %.
6 Cette croissance est essentiellement attribuable à la masse salariale (+86,2 M\$)
7 ainsi qu'aux autres charges directes (+62,3 M\$) et découlent de certains

1 éléments spécifiques qui occasionnent à eux seuls, une augmentation des
2 charges d'exploitation de 127,8 M\$ sur la période 2005 à 2007 (voir section 3).

3 N'eut été de ces éléments, les charges d'exploitation 2007 auraient été en
4 hausse de 2 % (21,5 M\$) comparativement à 2005, soit une croissance annuelle
5 moyenne de 1 %. Des efforts d'efficiency considérables ont dû être déployés par
6 le Distributeur dans le but de réussir à limiter à 2 % l'augmentation de ses
7 charges liées aux activités courantes. La pièce HQD-3, document 1 présente
8 d'ailleurs des exemples d'actions d'efficiency représentant des gains d'environ
9 20 M\$, certaines aux charges d'exploitation et d'autres aux investissements.

2.1.2 Autres charges

10 Les autres charges passent de 648,9 M\$ en 2005 à 770,6 M\$ en 2007, soit une
11 augmentation de 121,7 M\$. Cette croissance est essentiellement attribuable à la
12 charge d'amortissement qui a progressé de 114,3 M\$ sur la même période. La
13 pièce HQD-7, document 9 explique en détail les raisons de cette croissance, les
14 principales étant :

- 15 • hausse de 24,5 M\$ de l'amortissement des lignes aériennes et
16 souterraines de distribution découlant entre autres, de la croissance des
17 investissements liés à la croissance de la demande ;
- 18 • augmentation de 34,4 M\$ de l'amortissement du Plan Global en Efficacité
19 Énergétique (PGEÉ), en lien avec les investissements croissants réalisés
20 dans les différents programmes en efficacité énergétique ;
- 21 • augmentation de 35,2 M\$ de l'amortissement des actifs incorporels
22 essentiellement attribuable à la mise en service en janvier 2007 du projet
23 SIC ;
- 24 • augmentation de 42,6 M\$ de l'amortissement des frais reportés relatifs au
25 tarif BT.

2.1.3 Coût du capital

1 Le coût du capital est passé de 635,0 M\$ en 2005 à 754,3 M\$ en 2007, soit une
2 croissance de 119,3 M\$. Cette hausse s'explique d'une part, par l'évolution du
3 taux de rendement sur la base de tarification (39,5 M\$) et d'autre part, par la
4 progression de la base de tarification (79,8 M\$) (voir HQD-8, document 2.)

2.2 Comparaison des données 2006 autorisées aux données de l'année de base

5 Les coûts de distribution et services à la clientèle de l'année de base sont
6 supérieurs à ceux autorisés par la Régie pour 2006 de 37,7 M\$, tel que l'indique
7 le tableau suivant :

	COÛTS DE DISTRIBUTION & SERVICES À LA CLIENTÈLE (en millions de dollars)	
	2006	
	D-2006-34	Année de base
Charges d'exploitation	1 133,7	1 162,6
Autres charges	718,7	719,9
Coût du capital	691,3	698,9
COÛTS DE DISTRIBUTION & SERVICES À LA CLIENTÈLE	2 543,7	2 581,4

8
9 Cet écart est attribuable notamment aux éléments suivants :

- 10
- hausse du coût de retraite (+19,5 M\$) et des combustibles (+7,9 M\$) ;
 - augmentation du taux de rendement sur la base de tarification compensée
12 en partie par une réduction de la base de tarification moyenne (+8,3 M\$).

13 Notons que le coût de retraite et des combustibles ainsi que le taux de
14 rendement sur la base de tarification découlent d'éléments sur lesquels le
15 Distributeur n'a pas de contrôle direct.

- 1 L'écart entre le coût de distribution et services à la clientèle autorisé par la Régie
2 et les données réelles se reflètera dans le rendement du Distributeur en 2006.
3 Ces éléments de hausse se répercutent également sur les charges de 2007.

3 ANALYSE DE L'ÉVOLUTION D'ÉLÉMENTS SPÉCIFIQUES

- 4 Dans la présente section, le Distributeur présente les éléments spécifiques de
5 croissance de ses charges d'exploitation.

	(en millions de dollars)
	Variation 2005-2007
Coût de retraite	49,0
Activités en cours de réalisation	
<i>Stabilisation post SIC</i>	20,0
<i>Automatisation du réseau</i>	5,0
<i>Alimentation des clients de la région de Schefferville</i>	8,0
<i>HydroSolution</i>	3,0
Performance du réseau	
<i>Contrôle de la végétation</i>	10,0
<i>Maintenance</i>	14,0
Autres	
<i>Campagne Grand public</i>	1,2
<i>Provisions - aléas d'exploitation</i>	17,6
	127,8

6

3.1 Coût constaté au titre de prestation constitué (coût de retraite)

- 7 Le coût de retraite d'Hydro-Québec s'appuie sur des évaluations actuarielles
8 réalisées périodiquement par une firme externe d'actuaire conseils.

- 9 • La part du coût de retraite attribuée au Distributeur a augmenté de
10 30,3 M\$, passant de 47,8 M\$ en 2005 à 78,1 M\$ en 2007 (voir HQD-7,
11 document 4 et HQD-7, document 7).

- 1 • Les charges de services partagés du Distributeur attribuables à la part du
2 coût de retraite assumée par les fournisseurs internes de services sont
3 passées de 0 M\$ en 2005 à 16,2 M\$ en 2007 (HQD-7, document 6).
- 4 • Les frais corporatifs du Distributeur attribuables à la part du coût de
5 retraite assumée par les unités corporatives sont passés de 0 M\$ en 2005
6 à 2,5 M\$ en 2007.

7 Conséquemment, l'impact total pour le Distributeur de l'évolution du coût de
8 retraite sur la période 2005 – 2007 se chiffre à 49,0 M\$, soit le tiers de
9 l'augmentation totale des charges d'exploitation.

3.2 Activités en cours de réalisation

3.2.1 Stabilisation post Système d'Information Clientèle (SIC)

10 Le Distributeur prévoit compléter l'implantation technique du projet SIC avec
11 succès, entre autre au niveau de la performance et de la stabilité de la solution
12 technique, et conformément au budget présenté à la Régie au dossier
13 R-3491-2002.

14 Toutefois, dans un contexte de changements aussi importants, le Distributeur
15 doit reconnaître que l'intégration du projet dans la gestion courante de ses
16 activités est beaucoup plus longue et comporte de plus grandes difficultés qu'il
17 n'avait initialement prévu.

18 Suite à la livraison 2 (L2) (implantation de SIC auprès de la clientèle commerciale
19 et d'affaires) complétée à la fin de 2005, le Distributeur constate que la capacité
20 de réponse téléphonique et la capacité de traitement de la charge de travail
21 bureau ont été sollicitées à leurs limites et que des ajustements s'imposent avant
22 d'amorcer l'implantation de la livraison 3. Conséquemment, afin de faire face aux
23 problématiques soulevées, le Distributeur a identifié une série d'actions qui
24 permettra l'implantation harmonieuse de la livraison 3 (L3) (implantation de SIC

1 auprès de la clientèle résidentielle) prévue en 2007. Ces actions viseront à
2 permettre une habilitation optimale des ressources tout en minimisant les
3 impacts sur la clientèle. Rappelons que parmi les défis de la livraison L3 on
4 retrouve le nombre de clients touchés qui est 7 fois plus grand que la clientèle L2
5 (2 800 000 de clients) alors que le nombre d'employés formés et fortement
6 touchés est 3 fois plus grand qu'en L2 (1 200 comparativement à 400
7 employés) ;

8 Ainsi, sur la période 2005-2007, des coûts additionnels totalisant 20,0 M\$ dont
9 8 M\$ en 2007 ont été prévus dans les charges d'exploitation, principalement pour
10 l'ajout de 300 effectifs afin de réaliser les actions de stabilisation identifiées (voir
11 HQD-7, document 4).

12 Par ailleurs, l'analyse complète des impacts potentiels de l'implantation L3 et des
13 actions de mitigation se poursuit. La solution optimale devrait être établie d'ici
14 octobre 2006. De plus, les réactions des clients suite à l'implantation seront
15 suivies en continu, et permettront d'ajuster les actions requises. Dans ce
16 contexte, il s'ensuit que les bénéfices de l'implantation du projet SIC, initialement
17 attendus en 2007, seront reportés aux années 2008 et suivantes.

3.2.2 Automatisation du réseau

18 Tel que prévu, les charges d'exploitation pour la réalisation du programme
19 d'automatisation (voir R-3565-2005) passent de 1,0 M\$ en 2006 à 5,0 M\$ en
20 2007, soit une augmentation de 4,0 M\$. Ces coûts sont relatifs à l'embauche de
21 ressources spécialisées, à savoir des ingénieurs et des techniciens en
22 automatismes et à des services de télécommunications.

3.2.3 Alimentation des clients de la région de Schefferville

23 Conformément au dossier R-3602-2006, des coûts totalisant 8,0 M\$ ont été
24 prévus en 2007, comparativement à 4,0 M\$ en 2006. Ces coûts se détaillent
25 comme suit :

- 1 • Travaux urgents de réfection (voir HQD-7, document 5)
- 2 • Entretien et exploitation de la centrale (voir HQD-7, document 5)
- 3 • Coûts de distribution et services à la clientèle (voir HQD-7, documents 4
- 4 et 5)

3.2.4 HydroSolution

5 Le Distributeur rappelle qu'en juillet 2005, par le biais de sa filiale Hydro-Québec
6 Valtech inc, il avait procédé à la vente de HydroSolution. Tel que présenté au
7 dossier tarifaire R-3579-2005, cette transaction a un impact net de 3,0 M\$ en
8 2006 et 2007, correspondant à la portion des coûts fixes (dont frais d'envoi de
9 facture et d'encaissement) qui était refacturée à HydroSolution jusqu'au moment
10 de la vente et dont les activités réglementées ont pu bénéficier par le passé.

3.3 Performance du réseau

11 Au cours des dernières années, le Distributeur a concentré ses efforts à la prise
12 en charge des nouveaux abonnés ainsi qu'aux travaux visant à accroître la
13 capacité de transit pour faire face à la croissance de la demande. Cette
14 situation, accompagnée d'un gel de charges, a contraint le Distributeur à reporter
15 certaines activités de maintenance et de contrôle de la végétation, sans toutefois
16 menacer la fiabilité du réseau à court terme.

17 Toutefois, le Distributeur constate depuis quelques années une légère
18 dégradation de l'indice de continuité (IC) normalisé¹. Bien que les analyses
19 menant à une compréhension complète des éléments expliquant cette diminution
20 de la performance ne soient pas complétées, ce constat s'ajoute aux éléments

¹ Voir la section 2.3 de la pièce HQD-3, document 1 portant sur la nouvelle norme de calcul de l'indice de continuité établie à partir du guide IEEE Std 1366-2003 ainsi que la section 3.1 de la pièce HQD-14, document 1 pour l'évolution de l'indice de continuité.

1 déjà évoqués pour accroître les dépenses touchant les infrastructures de
2 distribution d'électricité.

3 Tout ce contexte est d'autant plus préoccupant que, pour ce qui est du
4 programme de maintenance, il se conjugue à une diminution anticipée de la
5 capacité de réalisation des travaux. En effet, le Distributeur prévoit au cours des
6 prochaines années, d'importants départs à la retraite chez les monteurs et les
7 jointeurs et pourrait recourir à l'expertise d'entrepreneurs externes. Cependant, la
8 capacité de ceux-ci à combler ce type de besoins en matière de main-d'œuvre
9 est méconnue, ces derniers n'ayant pas été sollicités depuis les 10 dernières
10 années. Le Distributeur doit accorder une priorité à cette problématique de
11 relève sachant que le développement de nouveaux employés exige une période
12 de cinq ans pour une qualification complète.

13 C'est pourquoi un des éléments clés du présent dossier tarifaire vise à
14 augmenter graduellement au cours des prochaines années les sommes d'argent
15 prévues, tant aux charges qu'aux investissements, en vue d'assurer une fiabilité
16 optimale du réseau et de limiter les impacts négatifs futurs que pourraient avoir
17 des anomalies sur le réseau de distribution. Le Distributeur, par cette approche
18 de gestion proactive et progressive de la croissance de ses coûts, s'évitera de
19 devoir réagir ponctuellement par des dépenses massives pour faire face à des
20 situations où la fiabilité de réseau serait en dessous de ses objectifs.

21 Les sections suivantes présentent les stratégies d'amélioration de la performance
22 du réseau du Distributeur retenues pour l'année 2007.

3.3.1 Contrôle de la végétation

23 Le Distributeur possède un réseau de distribution d'environ 100 000 kilomètres
24 dont 46 % se situe dans des zones boisées, correspondant à un des plus
25 importants taux à l'échelle nord-américaine (référence : balisage PA Consulting).

1 Les principales activités en matière de maîtrise de la végétation consistent en
2 des travaux d'élagage, de déboisement, d'abattage et de traitement des
3 demandes des clients. Toutes ces activités ont pour objectif d'améliorer la
4 sécurité du public et des travailleurs. L'élagage vise également l'amélioration de
5 la qualité de l'onde tandis que l'abattage exerce un impact sur l'amélioration de
6 l'indice de continuité et la réduction de la vulnérabilité face au climat. Enfin, le
7 déboisement permet, quant à lui, de réduire les coûts futurs d'élagage.

8 Le Distributeur constate depuis plusieurs années une croissance plus rapide de
9 la végétation ainsi qu'une augmentation importante d'évènements climatiques
10 dont la violence est de plus en plus forte et sur des périodes beaucoup plus
11 étendues qu'auparavant. Ces éléments, hors du contrôle du Distributeur,
12 viennent créer une pression sur les activités liées à la végétation. En
13 conséquence, le Distributeur constate, pour les dernières années, une
14 augmentation significative du coût relié aux équipes de rétablissement de
15 service.

16 Cette situation se reflète aussi sur le niveau du IC – végétation² dont l'analyse
17 détaillée des indicateurs composants l'indice³ révèle une augmentation du taux
18 de bris causés par la végétation et une hausse de la durée moyenne des pannes
19 par client interrompu. Le IC - végétation normalisé dont la moyenne sur la
20 période 2002 à 2005 se situait à 19 minutes/client était de 23 minutes/clients en
21 2005.

22 Le Distributeur estime probable que cette hausse du IC – végétation résulte de la
23 diminution progressive du volume d'activités d'élagage et d'abattage des
24 dernières années. En effet, combiné au gel des charges d'exploitation entre

² IC- végétation mesure le nombre de minutes d'interruption de service causée par la végétation, par client, pour l'ensemble de la clientèle desservie et ce par type de réseau.

³ Les composants du IC – végétation incluent le taux de panne, la durée moyenne d'interruption et le nombre moyen de clients interrompus.

1 2003 et 2005, plusieurs éléments ont contribué à allonger les cycles de gestion
2 de la végétation dont les suivants :

- 3 • la hausse des coûts unitaires (inflation) causée notamment par les coûts
4 des entrepreneurs externes et des combustibles ;
- 5 • de nouvelles méthodes de travail pour assurer la sécurité des travailleurs
6 ont été adoptées, lesquelles ont pour effet de diminuer la productivité
7 d'environ 15 % ;
- 8 • l'étendue du réseau de distribution s'est accrue d'environ 0,7 % par
9 année, sur la période 2001-2005.

10 Ainsi, la combinaison de ces principaux éléments a eu pour effet de réduire le
11 niveau d'activité d'environ 28 % et par conséquent, d'augmenter de façon
12 significative le cycle moyen d'élagage par rapport aux normes en vigueur. Ce
13 cycle moyen est présentement de 4,8 ans et il atteint même plus de 5 et 6 ans
14 dans certains sites ayant des zones de rusticité à forte croissance de la
15 végétation. Cette situation risque d'accroître les risques pour la sécurité du
16 public et celle des travailleurs en plus d'affecter la qualité du service.

17 Malgré tout et considérant le taux élevé de boisement, le rapport de balisage de
18 PA Consulting démontre que les coûts par km de réseau sont en moyenne 25 %
19 inférieurs aux autres entreprises balisées tandis que le coût par client est de
20 10 % inférieur.

21 Le Distributeur propose donc d'augmenter le rythme des dépenses au cours des
22 prochaines années, afin de maintenir et stabiliser l'indice de continuité -
23 végétation au niveau de ses performances historiques. Pour 2007, une somme
24 additionnelle de 10 M\$ en services externes est donc prévue à cet effet,
25 correspondant à une augmentation de 25 % du budget consenti à ces actions
26 depuis 2003.

1 Le Distributeur exercera un suivi rigoureux des résultats de ses efforts accrus en
2 contrôle de la végétation.

3.3.2 Maintenance du réseau

3 En 2007, le Distributeur prévoit consacrer 14 M\$ supplémentaires en
4 maintenance et compte augmenter progressivement ces charges au cours des
5 prochaines années. Pour réaliser ces objectifs, le Distributeur prévoit procéder à
6 l'embauche et la formation d'environ 120 effectifs (principalement des monteurs
7 et des jointeurs) (voir HQD-7, document 4).

8 Le Distributeur suivra l'évolution des résultats de ses interventions par le biais de
9 son indicateur "IC – défauts matériels (réseau aérien)" et ajustera le
10 niveau de ses dépenses futures selon les résultats obtenus. Il est à noter que la
11 valeur de ce sous-indice était de 24 minutes/client en 2005 soit équivalent à la
12 moyenne sur la période 2002 à 2005.

13 Le Distributeur entend donc agir à deux niveaux :

- 14 • 7 M\$ additionnels en 2007 pour des travaux de maintenance de nature
15 corrective visant à corriger des anomalies sur des composants de réseau
16 et permettant de changer des composants qui ne rencontrent plus les
17 normes d'exploitation du réseau ;
- 18 • 7 M\$ additionnels en 2007 pour des travaux préventifs visant plus
19 particulièrement à effectuer des inspections sur le réseau afin d'identifier
20 les travaux qu'il serait préférable de réaliser avant que les composants ne
21 soient totalement inopérants.

22 Ces deux types d'intervention sont complémentaires puisque les travaux de
23 nature préventive réduisent les coûts futurs en travaux correctifs.

24 Les sections suivantes présentent de façon plus détaillée les travaux de
25 maintenance.

3.3.2.1 Maintenance corrective

1 Le Distributeur pose le constat que malgré les contrôles de qualité, le réseau
2 comporte une quinzaine de composants tels que les coupe-circuits, les isolateurs
3 et les manchons électriques qui ne sont plus conformes aux exigences
4 techniques. Le coût de remplacement de ces composants s'élève à plus de
5 200 M\$, ce qui représente une moyenne de 20 M\$/an pour les 10 prochaines
6 années alors que le budget consacré à la maintenance corrective a été de l'ordre
7 de 5 M\$ au cours des dernières années.

8 Les conséquences d'une telle situation sont :

- 9 • les risques à la sécurité des travailleurs : Ces derniers travaillent sur ou
10 près de composants dont les caractéristiques mécaniques ou électriques
11 ne sont plus conformes aux exigences techniques ;
- 12 • les risques pour la sécurité du public (ex.: chute de conducteurs) ;
- 13 • l'augmentation de la fréquence et de la durée des interruptions planifiées
14 due à l'interdiction de toute intervention sous tension sur ou à proximité de
15 ces composants. Les travailleurs doivent alors intervenir hors tension ;
- 16 • une tendance à la hausse de l'IC – défektivosité aérienne; bien que la
17 corrélation entre le nombre recensé de composants non conformes et
18 l'évolution de la continuité de service soit difficile à démontrer, la
19 détérioration prématurée des composants entraînent une augmentation
20 de la probabilité de bris et du nombre d'interruptions de service.

3.3.2.2 Maintenance préventive

21 La maintenance préventive est une activité proactive permettant d'identifier les
22 anomalies potentielles sur les composants du réseau.

23 Alors que les actions qui favorisent la réduction des interruptions planifiées et la
24 maîtrise de la végétation ont un impact à court terme sur la performance du

1 réseau, une gestion optimale de la maintenance du réseau et des équipements
2 produira des gains à plus long terme.

3 L'évolution récente des normes de maintenance associée à une croissance du
4 réseau a eu comme impact de créer un besoin à la hausse des heures reliées à
5 la maintenance préventive (environ 60 000 heures). Le Distributeur souligne
6 qu'une maintenance préventive inadéquate sur le réseau moyenne tension
7 pourrait entraîner à moyen terme une augmentation des défaillances
8 d'équipement. Ces défaillances se traduiront éventuellement par une
9 détérioration de la continuité de service et une croissance dans les budgets de
10 maintenance corrective (pannes).

11 Le budget annuel consacré au programme d'inspection et de maintenance a été
12 de l'ordre de 48 M\$ au cours des dernières années. Le Distributeur constate
13 que :

- 14 • les efforts alloués en inspection ne permettent pas de satisfaire aux
15 normes de maintenance ;
- 16 • de nouvelles normes entraînent des actions et des coûts additionnels ;
- 17 • les efforts n'ont pas été récemment ajustés afin de tenir compte de
18 l'accroissement du réseau.

19 Le Distributeur propose donc une augmentation de 7 M\$ du budget destiné à la
20 réalisation de la maintenance préventive permettant de respecter les
21 programmes d'inspection et ainsi de maintenir la fiabilité du réseau.

3.4 Autres activités du Distributeur

3.4.1 Campagne de prévention Grand public sur la sécurité

1 Le nombre d'évènements électriques majeurs causant des dommages matériels,
2 des électrisations et dans certains cas des décès est une préoccupation
3 importante du Distributeur.

4 Ainsi, au cours des années 2001 à 2005, il s'est produit 165 évènements
5 (connus) qui ont causé 29 décès par électrocution (dont 11 sur les installations
6 du Distributeur), 108 électrisations et/ou brûlures (dont 99 sur les installations du
7 Distributeur) ainsi que 28 cas de dommages matériels.

8 Le Distributeur constate que :

- 9 • le nombre d'évènements électriques et de décès par électrocution en
10 relation avec ses installations et ses produits électriques ne présente
11 aucune amélioration ;
- 12 • les clients considèrent comme de première importance le fait que le
13 Distributeur s'assure que ses installations soient sécuritaires.

14 Le budget alloué à cette activité (de l'ordre de 0,6 M\$ au cours des dernières
15 années), servait à couvrir les programmes axés sur le public jeunesse, les
16 travailleurs spécialisés, les intervenants de première ligne de même que
17 certaines annonces télévisées en saison estivale.

18 Dans le but de satisfaire aux recommandations de coroners suite à des rapports
19 d'investigation, le Distributeur prévoit un montant additionnel de 1,2 M\$
20 annuellement sur la période 2007 à 2011 afin de couvrir les frais d'une
21 campagne de prévention Grand Public sur l'électricité (voir HQD-7, document 5).

3.4.2 Provisions – aléas d'exploitation

- 1 Par sa décision D-2006-34, la Régie reconnaît que, dans le cadre d'une gestion
- 2 budgétaire prudente, le Distributeur peut prendre des provisions globales afin de
- 3 se prémunir contre certains aléas pouvant survenir en cours d'année. Par
- 4 conséquent, le Distributeur a prévu pour 2007 une provision de 17,6 M\$ (voir
- 5 HQD-7, document 5).